

Bulletin d'histoire politique

Pour une histoire postrévisionniste

Michel Sarra-Bournet



Volume 4, Number 2, Winter 1995

Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063526ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063526ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Sarra-Bournet, M. (1995). Pour une histoire postrévisionniste. *Bulletin d'histoire politique*, 4(2), 25–29. <https://doi.org/10.7202/1063526ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

POUR UNE HISTOIRE POSTRÉVISIONNISTE

Michel Sarra-Bournet

École nationale d'administration publique

Plusieurs questions découlent des écrits du professeur Rudin sur l'historiographie québécoise. J'aimerais en aborder cinq dans cette courte intervention. Premièrement, avec quels courants historiques le révisionnisme était-il en rupture? Deuxièmement, quelles sont les caractéristiques qui distinguent le mouvement révisionniste de ses prédécesseurs? Troisièmement, le révisionnisme est-il une autre forme de nationalisme? Quatrièmement, comment la question du libéralisme a-t-elle été traitée par les révisionnistes? Enfin, quels seraient les principaux traits d'un mouvement postrévisionniste?

Une typologie des prérevisionnistes

Trois courants se sont partagé les faveurs des historiens avant l'arrivée du révisionnisme: je les ai appelés culturaliste, moderniste et marxiste¹. Chacun à leur façon, ces courants ont présenté le Québec comme une société «particulière» — même le marxiste. C'est ce qui place les prérevisionnistes en opposition avec ceux qui leur ont succédé.

Les *culturalistes* prétendaient que le Québec était distinct en raison de son héritage français, de son bagage culturel distinct. Certains, comme Groulx, prétendaient qu'il avait même un destin particulier. D'autres, comme les chercheurs issus de l'École de Chicago, adeptes de la *folk society*, avançaient que les Québécois finiraient par «rattraper» les autres, à mesure qu'ils prendraient contact avec le reste du continent.

Les *modernistes*, qui rejetaient les valeurs clérico-conservatrices en déclin dans l'après-guerre, en sont venus à dépeindre les années d'avant la Révolution tranquille comme une période de «grande noirceur». Ils en ont imputé la faute à la Conquête et à ses conséquences, dont une structure de classe tronquée par l'absence d'une bourgeoisie (Michel Brunet). Il fallait donc recourir à un État québécois fort, dont l'avènement fut favorisé par une nouvelle classe moyenne qui enclencha la Révolution tranquille (Hubert Guindon)².

Enfin, les *marxistes* québécois ont retenu comme facteur historique primordial la double oppression, nationale et de classe. Je passe sur la nomenclature de tous ceux et celles qui ont adopté ce paradigme.

Ce qu'il importe de retenir ici, c'est que ces trois approches — culturelle, moderniste et marxiste — ont en commun de souligner les différences entre la société québécoise francophone et le reste du Canada, du continent et des sociétés occidentales et qu'en cela, elles se distinguent du révisionnisme.

Les caractéristiques du révisionnisme

L'appellation «révisionniste», qui est neutre en soi, a été donnée par le professeur Rudin à la tendance dominante de l'historiographie québécoise des deux dernières décennies. Ce courant — car tout le monde se défend de faire partie d'une école — possède les caractéristiques suivantes:

- le Québec y est montré comme une société «normale»,
- son développement y est dépeint comme parallèle à celui des autres sociétés occidentales,
- il tend à démontrer que le libéralisme est l'idéologie dominante au Québec français depuis le milieu du XIX^e siècle,
- la Révolution tranquille y est minimisée, ou n'est qu'une modulation du régime libéral québécois, puisque le Québec est normal et libéral depuis longtemps,
- les idéologies extrêmes, hors du *mainstream* libéral y sont ou bien présentées comme marginales ou bien adoucies pour montrer leur compatibilité au libéralisme,
- on y retrouve peu de conflits politiques, puisqu'il n'y a plus de gauche ou de droite,
- les caractéristiques socio-économiques des francophones y convergent avec celles des anglophones et
- puisqu'il n'y a plus de différences entre les Anglais et les Français, on y tend à nier le conflit ethnique.

Bref, pour le courant révisionniste, l'idéologie et la politique, et même le politique en général, ont peu d'importance.

Le révisionnisme et la question nationale

Pour l'historien Fernand Ouellet, la réussite de la Révolution tranquille est la preuve de la futilité de l'indépendance du Québec³. Il n'en accuse pas moins les historiens québécois contemporains d'essayer d'apporter de l'eau

au moulin séparatiste. En présentant la société québécoise comme «normale», ces derniers donneraient à entendre que les Québécois méritent un «pays normal⁴».

En réalité, en dépit des progrès réels mais limités de la Révolution tranquille, les nationalistes québécois continuent à voir dans la souveraineté un moyen de corriger l'état de dépendance et le sous-développement relatif de la société québécoise. Ils ne voient donc pas cette dernière comme tout à fait «normale». On peut donc tout autant invoquer le caractère «spécifique» du Québec que son caractère «normal» pour justifier sa souveraineté politique. La question n'est pas là.

Les leçons à tirer pour la question nationale du récit historique des révisionnistes sont donc très mitigées. Il n'y a pas de rapport direct entre le courant révisionniste et le nationalisme québécois. D'ailleurs, si je lis bien le professeur Rudin, la tendance révisionniste touche autant les historiens anglophones que francophones. Et si je ne m'abuse, l'indépendantisme ne touche pas ces deux catégories de la population dans les mêmes proportions.

En fait, si les historiens contemporains sont victimes d'un «mal» quelconque, ce n'est pas du nationalisme, mais du «théoricisme» et de l'anachronisme. En effet, les révisionnistes ont trop bien absorbé un des préceptes de la méthode des sciences sociales: la primauté des structures sur l'action humaine⁵. En outre, ils projettent dans les passés les valeurs dominantes de la société actuelle: l'entrepreneuriat et le libéralisme⁶.

La question du libéralisme au Québec

La force du libéralisme au Québec a été exagérée par le courant révisionniste. Ce qui a dominé le Québec depuis le XIX^e siècle, ce n'est pas tant le libéralisme que le capitalisme, ou la propriété privée. Le socialisme n'a jamais été une menace en raison de la présence de l'Église, notamment dans le mouvement ouvrier. Dans les années 1960, la social-démocratie québécoise était instrumentale plutôt qu'idéologique: l'alliance des milieux d'affaires et des technocrates a permis la promotion économique des Canadiens français. Donc, le capitalisme n'a jamais été menacé et le régime d'entreprise privée est demeuré dominant.

Je connais moins bien le XIX^e siècle. Mais il me semble qu'alors, l'Église ne s'opposait pas tant au capitalisme (c'est-à-dire au libéralisme économique) qu'au libéralisme politique. Elle le faisait au nom de la restauration de l'Ancien Régime. Elle a ensuite adopté le catholicisme social de l'encyclique *Rerum novarum*, puis le corporatisme social de l'encyclique *Quadragesimo anno*.

Grâce à son contrôle de l'éducation, l'Église avait une influence sur toutes les classes de la société. Il y avait relativement peu de Canadiens français dans les villes, dans le commerce et dans l'industrie. L'Église acceptait le libéralisme économique, mais tolérait à peine le libéralisme politique et social.

Libéralisme économique et conservatisme clérical se rejoignent sur une chose: tous deux professaient l'absence presque totale de l'État dans l'économie. Cependant, l'Église et la quasi-totalité des milieux d'affaires s'opposaient sur un point fondamental: pour l'une, les rapports sociaux devaient être fondés sur une base corporatiste, tandis que pour les autres, elle devait l'être sur une base individuelle.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, au moment même où l'ascendant de l'Église sur la société canadienne-française amorçait son déclin, on a vu naître une organisation patronale corporatiste. L'Association professionnelle des industriels continua à prôner l'organisation corporatiste du monde du travail jusque dans les années 1970. Cela témoigne de la persistance de l'empreinte idéologique du clergé, malgré des forces structurelles contraires.

Il ne fait pas de doute que l'expansion économique favorisa l'intégration des Canadiens français dans le monde capitaliste. Elle favorisa l'extension de la vision libérale de l'organisation sociale aux dépens de la vision corporatiste prônée par l'Église catholique. Mais cette vision n'a jamais complètement disparu. On la voit même renaître aujourd'hui, dans le sillage de la récession du début des années 1990, sous le couvert de différentes formes de collaboration de classes. La propension à la «concertation» est d'ailleurs un des fondements du «modèle québécois» qu'on célèbre avec une belle unanimité.

Il découle de cette courte discussion que le courant révisionniste confond l'emprise du libéralisme économique avec celle du libéralisme politique et social: seule la première fut toujours dominante au Québec. Sur le plan sociopolitique, le Québec est pluraliste, notamment en raison de la longue emprise de l'Église catholique.

Le post-révisionnisme

Il semble que le révisionnisme ait aujourd'hui atteint son apogée. Comment le balancier effectuera-t-il son retour? Les approches pré-révisionnistes (culturaliste, moderniste et marxiste avaient accentué les différences entre le Québec et les sociétés qui l'entourent. Au contraire, le courant révisionniste cherche à les gommer, au profit des convergences. Comment réconcilier deux courants qui sont aux antipodes?

Il y a très longtemps, John Stuart Mill avait énoncé le principe de la similarité et de la différence. Selon lui, l'objectif des comparaisons était de percevoir ce qu'il y avait d'universel et ce qu'il y avait de particulier entre les sociétés.

Comment les grands phénomènes structurants ont-ils affecté le Québec? Comment la configuration particulière de ses classes, ses traditions idéologiques et ses cultures organisationnelles ont-elles médiatisé et modelé ces facteurs structurels supranationaux? C'est cette recherche que nous devons faire. C'est le travail de comparaison véritable auquel je convie sociologues et historiens. C'est ce que j'appelle le chantier de la «contemporanéité».

Si on abandonnait les présupposés structuralistes des révisionnistes, on redécouvrirait que les idées comptent, tout comme l'action politique, que la Révolution tranquille a changé des choses, mais qu'elle n'a pas tout changé, que les conflits entre anglophones et francophones ont existé, mais qu'ils ne sont pas inévitables, que certaines alternatives au libéralisme ont eu une forte audience au Québec, que la courbe de son développement s'est quelquefois écartée de celle de ses voisins, etc.

Le postrévisionnisme, que Rudin appelle de tous ses vœux, c'est constater que le Québec est universel dans sa spécificité, et que ce qui est «normal», c'est d'être différent.

Notes

1. Pour une discussion en profondeur de ces trois courants, voir l'introduction de ma thèse de doctorat en histoire intitulée *Entre le corporatisme et le libéralisme: les groupes d'affaires francophones et l'organisation sociopolitique du Québec de 1943 à 1969*, Université d'Ottawa, janvier 1995.
2. À noter que Fernand Ouellet se situe entre les culturalistes et les modernistes, parce qu'il lie la grande noirceur à la mentalité d'Ancien Régime qui a commencé à évoluer dans les années 1950.
3. Voir Fernand Ouellet, «La révolution tranquille, tournant révolutionnaire?», dans Thomas S. Axworthy et Pierre Elliott Trudeau, *Les années Trudeau. La recherche d'une société juste*, Montréal, Le Jour, 1990, p. 333-362.
4. Voir «La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale», *Recherches sociographiques*, vol. 26, n° 1-2, 1985, p. 11-83.
5. Je discute des différences entre histoire et sciences sociales dans «Concilier sociologie et histoire. Le débat sur la sociologie historique», *Cahiers d'histoire*, Université de Montréal, vol. X, n° 2, automne 1989, p. 69-85.
6. J'élabore cette idée dans l'article intitulé «L'ascension de nouvelles élites et l'avenir du Québec», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, hiver 1995, p. 43-73.